

Refuser la tentation de la crise Tribune – Edito – Ndimby A – 07/07/2022

Si un artiste-peintre pouvait décrire Madagascar aujourd'hui, on y trouverait entre autres : grèves, invasion de criquets, famine, banditisme hors de contrôle, délestages d'électricité, coupures d'eau, inflation généralisée, corruption, décisions de justice injustes.... A ceci s'ajoutent tous les scandales qui ont émaillé les trois premières années du mandat présidentiel. Les dizaines de kilos d'or qui passent les frontières ou s'évaporent des coffres-forts ; l'euthanasie d'Air Madagascar à cause de l'incompétence et de la voracité ; les diverses affaires (bonbons sucettes, paniers garnis, écrans plats) ; le comportement de certains ministres et de leurs proches qui désacralisent l'honorabilité de fonctions censées être réservées aux "meilleurs d'entre nous." Il y a aussi des actes qui ont détourné du régime même ceux qui étaient disposés à lui accorder le bénéfice du doute, voire un cautionnement initial béat : les manigances de prestidigitateur pour tenter de faire du CVO ce qu'il n'était pas, y compris à l'échelle africaine ; les polémiques autour des projets présidentiels tels que Tanamasoandro et le téléphérique ; et surtout la construction illégitime et sacrilège du Colisée dans l'enceinte du Rova d'Antananarivo. En un mot comme en mille : le *werawera* ne suffit pas quand il est confronté à la réalité des faits.

L'opposition a donc largement de quoi faire pour surfer sur la frustration de la population. La virulence des propos entendus dernièrement du côté du Président Ravalomanana montrent une envie de commencer à souffler sur le feu à l'approche de l'échéance électorale de 2023. Le Syndicat des administrateurs civils est lui-même [récemment monté au créneau](#). La perte de légitimité d'Andry Rajoelina est donc manifeste sur tous les azimuts, malgré la propagande qui tente de donner le change à coups de rodomontades et de fake accounts payés pour leur basse besogne. Question à poser à ceux qui rêvent d'un *premier tour dia vita* en 2023 : si Andry Rajoelina n'avait été élu que par un électeur inscrit sur quatre en 2018, comment pourrait-on imaginer que ce taux de soutien aurait pu s'améliorer depuis avec tout ce qui s'est passé depuis janvier 2019 ?

Il faut sauver la République

Dans cette atmosphère délétère, certains opposants pourraient avoir des vellétés de capitaliser cette vague croissante de contestation et provoquer une crise politique. Ce dernier moyen est en effet l'approche classique de ceux qui savent qu'ils n'ont pas de chances de vaincre par les urnes dans le contexte du système électoral. Mais c'est également un moyen pour ceux qui ont accumulé des casseroles avec le régime actuel de se refaire une virginité politique, sans oublier ceux qui y voient enfin l'opportunité de devenir enfin "quelqu'un" après avoir végété pendant des années. Combien de demimainables sont-ils devenus des *Môssieurs* après 2009 ? Créer une crise et provoquer une transition est donc un schéma minable déjà éprouvé à plusieurs reprises, et qui arrange beaucoup de monde. Ceux qui sont au pouvoir actuellement sont d'ailleurs bien placés pour le savoir. C'est sans doute la raison pour laquelle ils commencent à manier la férule pour tenter d'éteindre la grogne dans l'œuf. L'expérience de nombreux chefs d'Etat à Madagascar et ailleurs montre cependant que l'apparente position de force n'est qu'une illusion. Croire que l'arrogance et les intimidations garantissent la stabilité est un leurre. Il n'y a qu'à demander (entre autres) à Ratsiraka, Ravalomanana, Moubarak, Kadhafi, Ben Ali etc.

On sait toutefois quelles sont les conséquences de comportements de voyous politiques tels que coups d'Etat ou crise politiques. Jusqu'à aujourd'hui, nous payons les conséquences des crises de 2009 et de 2002 sur tous les plans (politiques, économiques et civiques). On se souvient de ce [rapport de la Banque mondiale](#) qui avait chiffré les coûts de la crise de 2009. Malheureusement, dans notre pays, seuls les auteurs qui ont raté leur coup d'Etat ou leurs mutineries sont punis pour leurs méfaits. Pour les autres, c'est tapis rouge et étoiles sur les épaules. Sans oublier le trésor de guerre permettant de revenir par la grande porte électorale plus tard en se proclamant porte-étendard de la démocratie. Le schéma qui a montré son efficacité fait sans doute rêvasser certains aujourd'hui.

Il est toutefois primordial de souligner que dans son état actuel, le pays ne peut se permettre un nouvel acte immature qui ne considérerait que l'effet immédiat sans se préoccuper des conséquences futures. On a déjà vu les résultats de la rhétorique "*on casse d'abord, on rebâtira après.*" Toutes les forces vives de la nation (institutions, classe politique, *raiamandreny*, milieu économique, société civile, monde universitaire, Églises etc.) doivent donc s'unir pour agir et refuser la nouvelle crise qui pend à notre nez, et pour laquelle plusieurs s'activent. En d'autres termes, exiger du pouvoir et de l'opposition le respect du calendrier électoral et un processus menant à l'organisation d'élections sereines et propres en 2023. Toutefois, plus facile à dire qu'à faire.

Même si le réflexe naturel d'auto-défense serait de se débarrasser le plus rapidement possible et par n'importe quel moyen des clans dont le manque de performance et d'intégrité nuit chaque jour au pays, il faudra se réfréner et tout faire, non seulement pour aller vers les élections, mais également pour qu'elles aient un minimum de fiabilité et d'équité. Il ne s'agit pas de sauver le soldat Rajoelina, dont le sort ne nous préoccupe pas vraiment, mais de sauver la République



et lui éviter de tomber encore plus bas. Devant ce dilemme entre une vision axée sur le présent immédiat et un futur à sauvegarder, les institutions qui avaient trouvé le moyen en 1996 et en avril 2018 de gérer la tension politique devrait se réveiller pour rapprocher les extrêmes avant qu'il ne soit trop tard, et qu'on en vienne encore une fois à appeler la médiation de la SADC. Sauf si nos institutions veulent démontrer qu'on ne parle pas la bouche pleine.

Source : <https://www.madagascar-tribune.com/Il-faut-sauver-la-Republique.html>